



Conseil de sécurité

Débat ouvert

Renforcement efficace de la résilience dans les opérations de paix au service d'une paix durable

New York, le 3 novembre 2022

Déclaration lue par S.E. Pascale Baeriswyl,
Représentante permanente de la Suisse

Madame la Présidente,

Merci beaucoup d'avoir convoqué ce débat ouvert. Je tiens également à remercier les intervenants et intervenantes pour leurs exposés.

Fauziya Abdi, présidente d'un réseau d'organisations kenyanes dévouées à la prévention de l'extrémisme violent, a récemment défini la résilience comme « la capacité de changer, afin de ne pas être changée soi-même par les menaces externes ».

Cette résilience ne peut qu'émerger si la population est impliquée dans ce changement. Le système de maintien de la paix, y inclus les missions, doit quant à lui être doté d'outils efficaces, inclusifs et adaptés à la réalité du terrain.

Nous souhaitons mettre trois éléments en exergue relatif à ce défi :

Tout d'abord, les missions de maintien de la paix peuvent encourager une prévention de la violence qui traite des causes racines de la violence. La population affectée, en particulier les femmes, trop souvent laissées à l'écart, doivent pouvoir engager un dialogue substantiel et pertinent avec les autorités locales sur la bonne gouvernance, les droits de l'homme, l'État de droit ainsi que la prise en compte des enjeux sécuritaires du changement climatique. À ce titre, nous sommes très reconnaissants au Ghana d'avoir été l'hôte l'année dernière du premier Cours régional pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest, que la Suisse a organisé avec l'Union africaine.

Ensuite, l'action cohérente du système onusien est d'une grande importance, et l'intégration efficace des acteurs devient cruciale lors d'une transition des opérations de maintien de la paix. Une coopération étroite entre le bureau du coordonnateur résident et la direction des

missions en est un aspect clé, tout comme la coordination avec les différents bailleurs et institutions financières internationales, comme par exemple le Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience (GCERF). Nous encourageons également le Fonds de consolidation de la paix de l'ONU à jouer pleinement son rôle fédérateur au sein du système onusien et au-delà de celui-ci avec des partenaires stratégiques, tels que la Banque Mondiale.

Finalement, la population locale doit être acquise aux objectifs des missions de maintien de la paix avec une participation égale et significative des femmes. Une bonne communication stratégique, mais également une réponse efficace aux attentes de la population civile sont la base de cette acceptation. Des projets reliant les piliers sécuritaires, humanitaires et de développement peuvent également offrir des perspectives, notamment aux jeunes, et en faire des bâtisseuses et bâtisseurs de paix.

Madame la Présidente,

Quel rôle pour le Conseil de sécurité dans ce défi ?

D'abord, il doit encourager l'action conjointe des multiples acteurs, p.ex. en sollicitant systématiquement le soutien de la Commission de consolidation de la paix. Ensuite il faut qu'il s'exprime clairement – y inclus sur le financement prévisible et durable des missions de l'ONU et des organisation régionales. Surtout, il lui incombe de façonner des mandats qui tiennent compte des multiples défis et permettent aux missions d'agir directement et d'interagir efficacement avec d'autres acteurs contre les causes de la violence.

La résilience, quant à elle, doit être encouragée et soutenue, mais elle ne peut être exigée à défaut d'une action collective contre la violence. Et c'est en ce sens, et avec cette perspective à long terme, que la Suisse compte s'engager.

Je vous remercie.

Madam President,

Thank you very much for convening this open debate. I would also like to thank the speakers for their presentations.

Fauziya Abdi, chair of a network of Kenyan organizations dedicated to the prevention of violent extremism, recently defined resilience as "the ability to change, so as not to be changed by external threats".

Resilience can only emerge if the population is involved in this change. The peacekeeping system, including the missions, must be equipped with tools that are efficient, inclusive and adapted to the reality on the ground.

We would like to highlight three elements of this challenge:

Firstly, missions can encourage violence prevention that addresses the root causes of violence. The affected population, in particular women, who are too often left out, must be able to engage in a substantive and relevant dialogue with local authorities on good governance, human rights, the rule of law as well as the security challenges of climate change. In this respect, we are grateful to Ghana for hosting the first Regional Course on the Prevention of Violent Extremism in West Africa last year, which Switzerland organized together with the African Union.

Secondly, coherent action by the UN system is of great importance, and effective integration of actors becomes crucial during a transition of peacekeeping operations. Close cooperation between the Resident Coordinator's office and mission leadership is a key aspect of this, as is coordination with various donors and international financial institutions, such as the Global Community Engagement and Resilience Fund (GCERF). We also encourage the UN Peacebuilding Fund to fully play its role as a convener within the UN system and beyond with strategic partners, such as the World Bank.

Finally, the local population must be committed to the objectives of peacekeeping missions with equal and significant participation of women. Good strategic communication, but also an effective response to the expectations of the civilian population are the basis for this acceptance. Projects that link the security, humanitarian and development pillars can also provide opportunities, especially for young people, to become peace builders.

Madam President,

What is the role of the Security Council in this challenge?

First, it must encourage joint action by multiple actors, e.g. by systematically seeking support from the Peacebuilding Commission. Secondly, it needs to speak out - including on predictable and sustainable funding of UN missions and regional organizations. Above all, it needs to shape mandates that take into account the multiple challenges and allow missions to act directly and interact effectively with other actors against the causes of violence.

Resilience, in turn, must be encouraged and supported, but it cannot be demanded without collective action against violence. It is in this sense, and with this long-term perspective, that Switzerland intends to engage.

Thank you.